

# Le Travailleur Lozérien

FÉDÉRATION DE LA LOZÈRE DU  
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

N° 288  
JUIN 2014



Mensuel | 1€ | Abonnement de soutien : 10 € | 12 bis, avenue Foch - 48000 Mende - 04 66 49 00 89 - pcf.48@wanadoo.fr | Directeur : Marc Loupias - Gérant : Michèle Buisson

> RÉFORME TERRITORIALE

## Non au dépeçage de nos territoires

Nous disions dans une précédente déclaration qu'avec la réforme territoriale « *Manuel Valls reprend à son compte la règle de conduite de Nicolas Sarkozy en manière de gouvernance : la brutalité et le bluff qui veut faire passer la barbarie pour de la modernité* ». Hélas, c'est François Hollande lui-même qui valide aujourd'hui un charcutage dont il revendique la paternité.

**D'**abord les faits : regroupement immédiat des régions (pas toutes, respect des amis oblige !) à la hussarde, sans concertation des citoyens ni des élus. Sans qu'aucune logique historique ni territoriale ne soit discernable. Le Languedoc-Roussillon étant parmi les victimes les plus évidentes ce qui a fait la quasi unanimité du Conseil régional contre cette décision, le président Bourquin en tête.

- Suppression des départements par extinction progressive d'ici 2020.

- Regroupement des communes en vastes communautés (plus de 20 000 habitants en règle générale) appelées à vider de leurs prérogatives les communes pourtant rebaptisées « petite République dans la grande », déjà saignées par une

ponction de 1,5 milliards d'euros par an.

- Et toujours, en lien avec la volonté d'asséner une politique d'austérité, la suppression de la règle de compétence générale qui pèsera lourd, sur nos communes en particulier.

Le bluff : cette « modernisation » se ferait au nom des économies en s'attaquant au millefeuille territorial. Sauf que tous les spécialistes et les élus responsables montrent qu'il n'en sera rien.

La réalité, c'est la mise en compétition des territoires, conformément aux injonctions européennes.

La brutalité est dans le procédé : ignorant la concertation, refusant le référendum sur un sujet aussi grave que la modification (le démantèlement ?) de l'architecture républicaine de la France.

L'éloignement du citoyen des centres de décision. Dans cette affaire qui veut organiser des métropoles ultra compétitives (?) d'un côté et des territoires à l'abandon de l'autre, la Lozère est au cœur du cyclone. Ce qui est tellement évident que les élus de tout bord s'insurgent et le disent.

Pour nous, membres et amis de l'Association des Elus Communistes et Républicains, nous réaffirmons ce que nous avons dit dès le mois d'avril :

- Non à la disparition de la LOZÈRE. Notre département NOUS Y TENONS.

- Non au charcutage autoritaire des Régions. Nous soutenons clairement la position du président Bourquin en ce qui concerne le Languedoc-Roussillon.

- Non au regroupement autori-

taire des communes en vastes territoires qui éloigneraient les citoyens des centres de décision.

- Oui à des regroupements librement consentis, adaptés au plus près aux conditions géographiques et humaines.

- Oui aux coopérations librement choisies.

- Réaffirmation de la Commune au cœur vital de la République.

- Référendum populaire obligatoire pour toute modification.

- Et comme nous l'avons annoncé, notre Association proposera une rencontre départementale à tous les élus soucieux du devenir du département de la Lozère, de notre organisation territoriale et de nos communes.

**Guy Galvier**

Président de l'Association des élus communistes et républicains de la Lozère

## édito

### Refusons le chaos !



**LE VERDICT** attendu, annoncé, voire orchestré par des intérêts nocifs et des calculs bien politiques est tombé ce 25 mai, le Parti de la famille Le Pen rafle la mise des élections européennes.

C'est dangereux ! Certes, les raisons qui ont conduit à ce résultat sont diverses et multiples. Ecouement face aux scandales politico-financiers, peur de l'avenir avec le démantèlement de tous les acquis issus de la résistance et du mouvement social, absence de débat politique contradictoire digne de ce nom, dévoiement de l'espérance d'un changement avec l'enfoncement dans les politiques d'austérité, rejet d'une construction européenne technocratique et obnubilée par l'argent-roi, regain du racisme et du rejet de l'autre... tout cela invite à une réaction qui s'inscrive dans la durée et le rassemblement le plus large.

Oui, il y a une issue de gauche à la crise du capitalisme et du libéralisme total comme l'envisage en cachette l'accord sur le marché transatlantique.

Oui, il y a besoin d'une 6e République qui donne des droits et des pouvoirs nouveaux aux femmes et aux hommes dans la cité et sur le lieu de travail.

Oui, il y a urgence à remettre du bien commun, de l'intérêt collectif en lieu et place d'intérêts futiles et mercantiles de quelques boursicoteurs.

Oui, nos territoires, nos campagnes, la proximité, la transition écologique, les circuits-courts, la priorité donnée à la jeunesse, etc... ne sont pas des combats d'arrière garde mais au contraire le socle d'un avenir meilleur.

En s'adressant à toutes et tous les élus progressistes, à chaque citoyenne et citoyen, en multipliant les points de rencontres sur tous les marchés durant l'été et en préparant la fête de leur journal les 22, 23 et 24 août aux Ayres, les communistes lozériens ont l'ambition de faire grandir et converger une espérance nouvelle, celle-ci à plus que jamais besoin de vous !

**Serge Gaysot**

Secrétaire départemental du PCF

## Histoire...

### 1944-2014 : il y a 70 ans...

Autour du débarquement du 6 juin 1944, des combats ont lieu au nord de la Lozère : Mont Mouchet, Réduit de la Truyère... mais aussi dès le 28 mai au sud-ouest, sur le Causse Méjean.

#### Le combat de La Parade

**L**e dimanche 28 mai 1944, environ quatre-vingt maquisards sont regroupés à La Borie, près de La Parade. Ils font partie du maquis Bir Hakeim auquel sont joints des guérilleros espagnols et d'autres étrangers (Allemands, Autrichiens, Belges, Tchécoslovaques, Yougoslaves) du groupe « Montaigne ».

Bir Hakeim doit son nom à la bataille dans le désert libyen qui permit, entre le 26 mai et le 11 juin 1942, aux Forces Françaises Libres de freiner l'avancée des forces de l'Axe. Fondé le 25 mai 1943 par Jean Capel et Christian de Roquemaurel à proximité de Villefranche de Rouergue, ce maquis s'illustre durant plus d'un an par des actions d'éclat. Ceci lui vaut d'être très activement recherché par les services de répression de l'Etat français de Vichy et par l'occupant. L'administration départementale vichyste va fournir aux troupes d'occupation tous les renseigne-



Le « château » de La Borie.

ments pour permettre l'encerclement du groupe durant la nuit du 27 au 28 mai. Depuis le brigadier de Meyrueis, le Lieutenant de Florac et le Commandant de Gendarmerie de Mende, l'information de la présence du maquis à La Parade arrive à la Préfecture. Le Préfet décide de la communiquer aux troupes d'occupation. Cette dénonciation permet à l'Etat major allemand d'organiser l'opération « *en faisant ressortir que, pour la première fois, il avait reçu un rapport avec des nouvelles fraîches* ». A la Libération,

le tribunal militaire de la Lozère condamnera à mort les protagonistes français de cette affaire. La sentence sera appliquée pour trois des quatre condamnés.

Le combat des maquisards, encerclés dans le « château » de La Borie par des troupes très supérieures en nombre et en matériels, va durer de 8 h du matin à 17 h. Jean Capel est tué dès le début des combats. Les maquisards se battent héroïquement malgré leurs pertes. Vingt-sept se rendent à 16 h, avec la promesse du Capitaine commandant

les troupes allemandes, qu'ils « *seront traités comme des prisonniers de guerre* ». Après la reddition, le ratisage en découvre onze vivants. Trois sont tués et huit faits prisonniers.

Le bilan est très lourd : soixante et un patriotes morts. Trente-quatre à La Parade dont huit fusillés le lendemain à l'aube et les vingt-sept conduits à Mende. Livrés à la Gestapo, dans les caves de la villa Lyonnet, ils sont interrogés et soumis à d'atroces tortures et mutilations. Ils sont fusillés le lundi matin dans le ravin de La Tourette près de Badaroux.

Sur la quinzaine de rescapés de ce combat, certains doivent leur vie à des Arméniens de l'Öst Légion qui les ont laissés s'enfuir ou aux Causseards qui les ont cachés.

Sources : AD Lozère 1 J 588.

Commandant Boehme, rapport de l'opération entreprise contre les terroristes, 29 mai 1944.

Et pour en savoir plus : *La Résistance en Lozère*, CD Rom (pour ordinateur et non DVD) de l'AERI disponible auprès de l'ANACR 48 (20 euros + 2,65 de port) ou en s'adressant au Travailleur Lozérien.

## Carton rouge

### Le Languedoc Roussillon, j'aime !

Depuis 1982, notre belle région, avec des hauts et des bas, construit son identité, son attractivité qui lui donne un essor démographique remarquable. D'un coup de baguette magique, sans objectif, sans débat, sans consultation, quelques politiciens sous la botte de technocrates hypnotisés par le « dieu Argent » décident le regroupement aléatoire des régions. 7, 10, 12, 14... Quel bordel ! Une chose est sûre, plus on éloigne les centres de décisions du peuple, plus il trinque, plus la Lozère risque l'abandon total.

Vous êtes prévenus !

**à notre avis**

> ÉLISABETH ANDRÉANI, JEAN-LUC GALIBERT, PATRICIA GRIME >  
RÉSEAU ÉDUCATION SANS FRONTIÈRE DE LA LOZÈRE

# Comment le FN influence la politique migratoire

Quelque 23 personnes, toutes d'anciens ou d'actuels demandeurs d'asile sont menacés d'expulsion en Lozère. D'autres ont des titres de séjour très précaires (3 mois). La forte mobilisation qui a suivi la tentative du préfet d'expulser Michael Boateng, montre pourtant que l'expulsion systématique des étrangers, ou le refus de les régulariser, ne font pas l'unanimité. Mais seules sont entendues, semble-t-il, les voix qui font de l'étranger un bouc émissaire.



Mobilisation à Mende à l'appel de RESF.

Depuis une trentaine d'années, les gouvernements successifs valident par des mots ou des actes une partie du programme du Front national : refuser la régularisation des étrangers déjà présents, dissuader la venue des femmes et enfants restés au pays, attirer les cerveaux et rejeter les autres, etc. Tous les ministres de l'Intérieur, que ce soit Pasqua, Chevènement, Vailant, Sarkozy, Hortefeux, Besson, Guéant, Valls, et maintenant Cazeneuve, se sont convertis à ces idées frontistes en écrivant des lois ou des circulaires, et en prononçant des discours. Ils sont devenus les meilleurs agents de communication des thèses du Front national sur l'immigration. Ce sont eux qui décident du nombre d'expulsions. Pasqua disait 10 000 expulsions annuelles et passait de la parole aux actes. Ses successeurs de la Gauche plurielle en expulsaient aussi 10 000 et créaient les centres de rétention pour expul-

ser plus facilement et plus « humainement ». Sarkozy, puis Hortefeux et Guéant décidaient qu'il en fallait 30 000, et là aussi passaient de la parole aux actes. Leur successeur, Valls, considérant qu'il pouvait mieux faire en la matière, se vante dans une note aux préfets d'une « augmentation des retours contraints de plus 13 % » et ajoute : « Le niveau total des éloignements forcés atteint ainsi son plus haut niveau depuis 2006. » Des idées du FN jusqu'alors « tabou », comme « la priorité nationale », apparaissent même maintenant dans les textes, par touches successives. Par exemple, la dernière note de M. Valls aux préfets (mars 2014) remet ainsi en cause le droit à l'hébergement d'urgence pour les sans papiers. Dans cette course à l'expulsion à tout prix, plus personne n'est

protégé, ni les étrangers ayant un travail, ni ceux ayant des enfants nés en France, ni même ceux qui ont fui leur pays pour se mettre à l'abri. Ce durcissement constant a conduit en Lozère à l'interpellation et à la tentative d'expulser Michael Boateng, demandeur d'asile en cours de procédure. Cette surenchère successive des ministres de l'Intérieur, des Premiers ministres, des Présidents, renforce en permanence les haines, les préjugés, les racismes. Sans aucun effet, évidemment, sur le chômage et la précarisation qui ne cessent de s'aggraver. Ce n'est pas en dressant des listes de boucs émissaires année après année qu'on combat le FN, au contraire on le renforce. Qui en tire bénéfice : aucun d'entre nous.

**infos luttes**



> **École sauvée !**

Dès l'annonce de la volonté de l'administration de fermer l'école de Saint-Martin-de-Boubaux le maire a alerté les parents d'élèves, les élus locaux, les syndicats d'enseignants, les personnels de l'Education nationale, la section du PCF et la population afin d'organiser une riposte pour sauver le poste d'enseignant sur la commune. La mobilisation populaire a eu raison de cette décision contraire aux intérêts de la population.

> **Front de gauche**

Salle comble pour le seul débat public organisé par une liste à l'occasion des élections européennes. En l'occurrence, le Front de gauche, seule formation à gauche qui progresse en Lozère en passant la barre des 8 %, soit un gain de plus de 600 voix par rapport à 2009.

> **Mouvement social**

A l'occasion de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, Thierry Turc, secrétaire départemental de la CGT a déclaré : « Pour la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix et du social, la CGT appelle tous les salariés à se mobiliser dans l'unité syndicale la plus large possible ».



> **Jours Heureux**

A l'initiative de la CGT, une cinquantaine de personnes ont débattu de l'expérience du Conseil national de la Résistance après avoir vu le film « Les jours heureux », qui témoigne de cet événement historique.

**communiqué**

## A votre santé !



Les salariés en lutte pour sauver la clinique de Marvejols.

La CGT s'est toujours battue pour sauver les emplois de la clinique mutualiste du Gévaudan de Marvejols. C'est la CGT qui a proposé, lors de la table ronde de juin 2012, que la clinique soit intégrée dans la fonction publique hospitalière. C'est sur la base de cette revendication que la CGT a mobilisé les personnels et la population. Cette idée a ainsi obtenu l'aval de tous les décideurs locaux. Avant de se rétracter devant les exigences financières de la mutualité, l'Agence Régionale de Santé avait finalement proposé la création d'un centre hospitalier intercommunal fusionnant les établissements de Marvejols et le CHG de Mende. La CGT avait accepté cette alternative, l'urgence étant de sauver les emplois et l'offre de soins. Aujourd'hui les différents acteurs de la mutualité française annoncent qu'ils ont trouvé un compromis

susceptible de débloquer la situation et de sauver les emplois. Le 3 février 2014 le président du conseil de surveillance de l'hôpital de Marvejols avançait une nouvelle hypothèse, où seule la clinique fusionnerait avec le CHG de Mende. Le danger du chômage s'étant éloigné, la CGT soutient totalement cette idée qui permettrait à l'hôpital de ne pas perdre un demi-million d'euros, soit l'équivalent d'une vingtaine d'emplois. A l'heure où un grand nombre d'hôpitaux français sont en déficit, les marvejolais, très attachés à leur offre de soins de proximité, ne comprendraient pas que les représentants du personnels et les élus municipaux acceptent de perdre 500 000€. La CGT sait pouvoir compter sur l'appui de la population qui soutiendra les emplois de l'hôpital comme elle a soutenu ceux de la clinique.

soutenez la Fête des Ayres

**22, 23 et 24 août, aux Ayres  
Le Travailleur Lozérien en fête !**

Après le séisme provoqué par les résultats des élections municipales et européennes, l'édition 2014 de la Fête du Travailleur lozérien sera l'occasion privilégiée du débat et de la rencontre de toutes celles et ceux qui ne se résignent pas et qui cherchent à construire une société plus juste, plus belle, meilleure. Au milieu de stands d'associations, de jeux, de concours de pétanque les 3 jours, d'une restauration gastronomique désormais réputée jusqu'aux frontières de notre département, de la découverte de livres et d'auteurs dans une ambiance chaleureuse et dans un cadre magique au cœur des plus vieux châtaigniers de la Lozère, ce rendez-vous sera riche en événements culturels et politiques. Soirée cabaret le 22 avec Jean-Claude Drouot qui rendra hommage en texte à l'immense Jean Jaurès. Débat avec les représentants de toutes les forces politiques de gauche et écologiste sur la contenu et les conditions de l'alternative à la droite au Conseil général, échange sur l'expérience progressiste en Amérique latine, rencontre en direct avec Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sur l'avenir du communisme, du Front de gauche, de la gauche. Sans compter les spectacles avec une fanfare, la présence en exclusivité du groupe cubain Tentacion de Cuba, pour une soirée salsa endiablée, et Carlotta et Jef, dans une fantaisie musicale délicieusement futile... Notez les dates, les bénévoles qui réalisent ce rendez-vous populaire, au sens le plus noble du terme, comptent sur vous !

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....



**FÊTE DES AYRES**  
22, 23 ET 24 AOÛT 2014

**5 € LE BILLET**  
BON DE SOUTIEN  
donnant droit au tirage d'une  
**TOMBOLA GRATUITE**  
Très nombreux lots

A retourner au Travailleur Lozérien  
12 bis, avenue Foch - 48 000 Mende